

COMPTE RENDU D ACTIVITES DE CIMES DE 2009

LOUBEAU

Lors de l'AG de 2008, Alexis vous avait présenté une synthèse et un projet concernant des analyses sur le site de Loubeau.

En ce qui concerne ce site :

En un premier temps, le CA a rencontré début 2009 Daniel BARRE de l'APIEE afin que cette association, spécialiste des problèmes d'eau, se joigne à nous pour une action plus forte, le but étant de fédérer nos moyens et nos volontés, à noter que l'APIEE bénéficie d'une bonne notoriété.

Cependant, pour l'instant nous avons avancé seuls sur ce sujet mais la porte n'est pas fermée.

En avril 2009, CIMES a effectué des prélèvements au niveau de la Béronne, à Pont Gauthier et en sortie de la décharge... que nous avons fait constater par un huissier de justice .

Suite à ces prélèvements dont les analyses ont été faites par le laboratoire 3 L de Saint Maixent, nous avons rencontré Me Pielberg notre avocat, spécialiste en droit administratif et problèmes liés à l'environnement qui nous a conseillé de prendre contact avec la préfecture pour obtenir des documents relatifs au centre d'enfouissement technique des carrières de Loubeau, ce que nous avons fait le 8 juillet 2009.

Nous avons bien reçu une réponse le 20 juillet mais à côté de la question, en effet, la demande portait sur un arrêté préfectoral du 12 juillet 2005 n° 4397, le dossier ayant été déposé par l'exploitant le 10 septembre 2004 et complété le 18 avril 2005.

Nous demandions ce dossier là et non une copie de l'arrêté préfectoral. Nous avons écrit à nouveau à l'automne, le 7 septembre 2009 et nous avons finalement reçu une réponse le 29 octobre dernier accompagné d'un extrait du dossier déposé en préfecture par le SICTOM.

Pour l'instant nous n'avons pas repris contact avec Me Pielberg à ce sujet pour lui communiquer mais allons le faire.

ANTENNES DE TELEPHONIE :

Le 20 février 2009, CIMES écrit au maire de Melle pour lui rappeler que l'association a interpellé à plusieurs reprises la municipalité de Melle au sujet de l'implantation d'antennes de téléphonie mobile sur le château d'eau, à proximité de l'école maternelle et du lycée Desfontaines.

CIMES rappelle qu'elle pense que le principe de précaution doit être appliqué en raison de la suspicion qui règne autour de ces installations et rappelle que la justice a d'ailleurs rendu récemment des jugements allant dans ce sens.

A ce jour, les antennes sont toujours sur le château d'eau et comme vous l'a indiqué Geneviève, nous avons appris par des riverains, prévenus par le maire, que la mairie avait l'intention de demander qu'une antenne pour un seul opérateur, soit installée vers la Chagnée, le téléphone ne passant pas bien au nouvel hôpital.

Nous avons transmis un courrier au maire le 24 octobre 2009 pour lui demander des précisions, en évoquant l'implantation de cette future antenne ainsi que le manque de réponse à nos courriers précédents concernant l'existant.

Nous demandions des résultats d'analyses qui doivent se trouver en mairie. Suite à cela nous en avons reçu faites par deux organismes différents et demandées aux opérateurs par la mairie, ils vont vous être commentés tout à l'heure par Richard M, adhérent de l'association et spécialiste en la matière, qui va nous en faire une analyse détaillée.

PHYTOSANITAIRES :

En février 2009, Geneviève et Alexis ont assisté à une réunion organisée à la mairie à ce sujet (ils font partie de la commission environnement), la mairie allant vers une réduction des pesticides au niveau de ses espaces verts et entretien des bords de rues....

La ville avance à ce sujet et elle a organisé une réunion publique et présenté aux employés municipaux et au public, un rapport du FREDON, détaillant son programme de réduction des phytosanitaires dans les mois et années à venir. En effet, Melle adhère à la convention « terre saine, zéro pesticide »...ce qui est à ce jour une belle avancée, et pourquoi pas jusqu'à, espérons le zéro pesticide.

RHODIA DANISCO

Plusieurs membres de l'association ont assisté à une présentation faite le 27.02.2009 par Rhodia Danisco d'un projet d'installation d'une chaudière à Gaz, vous avez d'ailleurs dû recevoir un CR de cette réunion.

Notre ressenti en sortant de cette réunion fut le suivant :

- Il pérenniserait l'activité de Danisco sur le site de Melle et donc des emplois
- Il serait moins gourmand en énergie et moins polluant (ce qui correspond à nos souhaits forcément)
- Il n'a rien de commun avec le projet délirant dangereux et hyper polluant contre lequel nous nous sommes battus : et dont tout le monde se souvient : la construction d'un incinérateur de farines animales.

Nous avons écrit à nouveau, comme nous le faisons régulièrement, au sujet des mauvaises odeurs qui étaient dues en décembre à des travaux d'évacuation de boues hors de la plateforme industrielle, suite à des travaux d'investissement réalisés sur la station de traitement biologique des effluents en 2006 et 2007, elles avaient été stockées depuis deux ans. C'est le processus d'évacuation qui met en œuvre une étape de filtration qui amène des mauvaises odeurs. Ces travaux doivent être terminés, mais comme vous avez pu le constater depuis le début de l'année, les mauvaises odeurs persistent et ce particulièrement en ce mois de janvier 2010 où beaucoup de Mellois nous ont fait part de leur mécontentement. On entend parfois des personnes dire : « on achèterait bien sur Melle mais ça pue trop » !!!

DIVERS :

Comme vous l'a dit Geneviève nous avons apporté notre soutien à la marche du Marais Poitevin le 28 mars 2009, en effet l'Etat bloque toujours pour le classement du Marais Poitevin en Parc Naturel Régional. Symboliquement les présidents des deux régions Poitou Charentes et Pays de Loire se sont rejoints sur la passerelle entre le Vanneau Irleau-Le Mazeau pour signer un classement symbolique.

A l'appel de la Confédération Paysanne, nous nous sommes rendus à Salles le 12 septembre 2009 chez M. David un agriculteur dans les premiers jours de la grève du lait afin d'apporter notre soutien.

Le lendemain 13 septembre un groupe s'est rendu au bord du lit tari de la Courance sur le pont de Granzay Gript et a rejoint ensuite la préfecture où écologistes, pêcheurs, quelques politiques ont rappelé qu'il y a urgence quant à la protection des ressources en eau.

Isabelle, Jean Michel et Geneviève ont rencontré la semaine dernière le président de Chatillon Environnement M. Bernardeau qui leur a dit qu'il ne reste plus de farines animales à Chatillon et nous en concluons que « ce cher incinérateur » prévu pour les éliminer n'aurait pas pu ne pas servir et qu'il se serait, sans aucun doute, transformé en incinérateur d'ordures ménagères... comme nous l'avions annoncé à l'époque.

La secrétaire

Sylvie Mazoyer